
ENTRETIEN

Le président d'Action Logement prévient l'État d'une "bombe sociale" Paris, 17 mai 2023 (AFP)

Le président d'Action Logement, Bruno Arcadipane, juge "inadmissible" que le gouvernement envisage des coupes budgétaires dans le secteur, et le presse, dans un entretien à l'AFP, d'aider à relancer la construction sous peine d'activer une "bombe sociale". Codirigé par patronat et syndicats, financé par une contribution sur les entreprises (PEEC), Action Logement gère plus d'un million de logements sociaux et pilote des aides à la mobilité professionnelle.

"Inconséquent"

Alors que le Conseil national de la refondation (CNR) voulu par Emmanuel Macron a planché, dans un volet Logement, sur des propositions qui tardent à être officiellement présentées, plusieurs déclarations de l'exécutif inquiètent le monde du logement. Après le chef de l'État qui a fustigé la semaine dernière "un système de sur-dépenses publiques pour de l'inefficacité collective", mardi, le ministre des Comptes publics Gabriel Attal a prévenu que le secteur du logement serait particulièrement concerné par la baisse des dépenses publiques.

"Inadmissible", rétorque Bruno Arcadipane. "C'est surtout inconséquent au moment où le secteur dans son ensemble a besoin d'impulsion forte". "Cela démontre l'absence de volonté, l'absence de vision en matière de logement. C'est plus qu'inquiétant socialement, mais aussi économiquement."

"Une aide immédiate"

Pour faire sortir de la crise les professionnels de l'immobilier, dont l'activité souffre de coûts de construction élevés et des difficultés d'accès au crédit, il réclame à l'État "une aide immédiate et extrêmement rapide". "Beaucoup disent qu'il faut s'orienter vers la rénovation énergétique des logements, etc. (...) C'est réalisable. Mais à moyen et long terme. Il faut beaucoup de moyens, sur la formation, sur l'accompagnement des entreprises, et le temps, on n'en a pas. La crise, elle est là." "J'espère que l'ensemble du secteur du logement va être entendu. Si ça n'était malheureusement pas le cas, c'est une bombe sociale que j'annonce. Quand on ne peut plus loger les siens, c'est grave. En 2017, 1,7 million de demandeurs de logement social, 2,4 millions aujourd'hui ! Et on dit qu'on va retirer des moyens ? Mais ce n'est pas possible."

Visale plus large

"L'État ne peut pas être un empêcheur d'avancer alors que des solutions existent", dit-il, l'appelant à signer au plus vite le projet de convention quinquennale 2023-2027 avec l'organisme. Ce projet comporte la réduction à 1% du taux du prêt accessions, contre 1,5% aujourd'hui, afin d'aider les primo-accédants à la propriété. "Ce marché n'existe plus, il est bloqué", justifie Bruno Arcadipane. Le texte fixe également un objectif de deux millions de personnes bénéficiaires de la garantie locative Visale, contre un million aujourd'hui. "Ça va permettre de soutenir l'emploi et la réindustrialisation, tout le monde l'appelle de ses vœux", soutient-il. En revanche, le président d'Action logement reste opposé à son extension à tous les locataires sans conditions, promise par Emmanuel Macron lors de sa dernière campagne.

"Les partenaires sociaux (...) ont créé Visale avec un esprit de différenciation entre les salariés modestes et les jeunes vis-à-vis des autres. Et c'est ça le succès, et c'est là que le produit est fort, connu et reconnu par les bailleurs privés. Vous imaginez la caution financière qu'il faudrait demain (...) pour apporter une garantie universelle ?"

Il se dit également prêt à débloquer un milliard d'euros supplémentaires pour le programme de revitalisation des villes moyennes Action Cœur de ville.

Patrick Martin pour le Medef

Également membre du conseil exécutif du Medef, Bruno Arcadipane annonce soutenir Patrick Martin dans la course à la présidence de l'organisation patronale.

"Patrick, depuis cinq ans, fait un travail exceptionnel en tant que président délégué du Medef. C'est quelqu'un qui a beaucoup de valeurs que je partage, un grand chef d'entreprise, et c'est un amoureux du Medef en tant que tel mais aussi un défenseur acharné du paritarisme de gestion et un expert des dossiers techniques comme la réindustrialisation de la France ou même la construction."
Président depuis 2018 d'Action Logement, Bruno Arcadipane entend briguer à l'automne un troisième mandat à la tête de l'organisme paritaire.